CDDS Comité de Défense sociale

Octobre 2024

Appel à l'action

Des manifestants nigérians menacés de la peine de mort

La gauche et le mouvement syndical doivent agir pour défendre les militants nigérians. Près de 2 500 personnes ont été arrêtées en août pour avoir participé aux manifestations contre les politiques de famine du gouvernement de Bola Tinubu organisées sous le hashtag #EndBadGovernance. Plus de 40 de ces manifestants ont été tués par les forces de sécurité et nombreux parmi ceux qui ont été arrêtés croupissent toujours en prison. Il est sinistre que onze d'entre eux risquent la peine de mort sur la base d'accusations de trahison forgées de toutes pièces. Leur procès doit s'ouvrir le 8 novembre. ***Levée des inculpations maintenant ! Libération de tous les manifestants arrêtés !***

Les manifestants accusés de trahison

Inspirés par le soulèvement des jeunes au Kenya en juillet, les manifestants nigérians exigeaient la fin de la dévastatrice austérité économique. Pour rembourser la dette imposée par la Banque mondiale, le FMI et la Banque africaine de développement, le gouvernement nigérian supprima l'an dernier les subventions sur le carburant et dévalua la monnaie, ce qui a entraîné une hausse spectaculaire du coût des denrées alimentaires, des transports et d'autres produits de première nécessité. Les subventions étaient une bouée de sauvetage pour de nombreux Nigérians, dans un pays où les infrastructures de transport public sont presque inexistantes. Ajoutées à une inflation galopante, ces mesures d'austérité ont mené des millions de personnes supplémentaires à l'inanition.

La brutale répression du régime de Tinubu a ciblé les dirigeants de la contestation avec les peines les plus draconiennes. Les militants socialistes de Youth Rights Campaign [Campagne pour les droits de la jeunesse] et de Solidarity Network for Workers' Rights [Réseau de solidarité pour les droits des travailleurs] sont parmi ceux qui risquent aujourd'hui la peine de mort. Torturés en prison, certains ont été libérés sous caution à de très strictes conditions.

Signe que cette répression vise l'ensemble du mouvement ouvrier, le gouvernement a mis en détention Joe Ajaero, le président du Nigeria Labour Congress (NLC), alors qu'il se rendait en Grande-Bretagne pour participer au Congrès des syndicats de septembre. Il est également scandaleux que le régime Tinubu ait accusé de tentative de renversement du gouvernement Andrew Wynne (également connu sous le nom de Drew Povey) qui tient depuis des années une librairie pro-ouvrière au siège du NLC. Alors que Wynne n'était pas dans le pays au moment des faits, la police a fait une descente dans la librairie et arrêté son assistant Adeyemi Abayomi, l'un de ceux qui risquent d'être condamnés à mort.

Agissons maintenant !

1. **Diffusez largement l'évènement sur les réseaux sociaux, les bulletins d'information syndicaux et les journaux. Brisez l'omerta sur la répression.**
2. **Incitez votre syndicat à protester contre cet outrage. En commençant par exemple par une lettre de protestation adressée à l'ambassade du Nigeria.**
3. **Faites un don au CDDS.**
4. **Organisez des manifestations et des rassemblements partout dans le monde. Contactez le CDDS pour coordonner nos efforts sur cdds-france@hotmail.fr.**

Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste de France.

CDDS, BP 10236, 75464 Paris Cedex 10 Tél. : 01 42 08 01 49